

CIMAD

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

49, rue de la glacière, 75013 paris, tél. 331.98.90. CCP Paris 17 828 38 Y

24 février 1983

Assemblée Générale des
O.N.G. Européennes.-

-12-14 avril 1983-

INDIGENISTA
centro de trabalho

A propos du prêt de la C.E.E. au projet
minier de Carajas (Brésil).

Le 1er avril 1982, à Bruxelles, l'Assemblée Générale des O.N.G. Européennes avait voté, à l'unanimité moins 4 abstentions, une motion pour attirer l'attention de la C.E.E. sur les conditions dramatiques dans lesquelles se mettait en place le projet d'exploitation des mines de Carajas, projet auquel la C.E.E. devait contribuer par un prêt de 600 millions de dollars.

La motion, transmise à toutes les instances de la C.E.E., a été également très largement reprise par les O.N.G. Européennes pour interpeller leurs gouvernements.

L'ensemble de cette action n'a pas empêché les gouvernements européens de donner, tous, leur accord pour que le prêt soit consenti, l'un des prétextes étant que la Banque Mondiale avait exigé et obtenu du Brésil des mesures visant la protection des ressources biologiques et la protection des populations indiennes.

La vigueur des protestations des O.N.G. ont cependant ému et inquiété les responsables de la C.E.E. qui ont alors souhaité avoir plus d'informations. C'est ainsi que le lundi 21 février 1983, à l'initiative du Dr. Ottokar HAHN, Directeur des Investissements et des Prêts à la C.E.E., une délégation du C.R.I.D. (France), conduite par Alain RUELLAN, a rencontré à Luxembourg des responsables de la C.E.E. de la Banque Mondiale et de la Compagnie de Vale do Rio Doce à qui le prêt est accordé.

Un dossier détaillé avait été mis au point par le C.R.I.D. et le Comité France-Brésil pour préparer cette réunion. Ce dossier sera prochainement diffusé à l'ensemble des O.N.G. Européennes.

Centre International de Coopération pour le Développement agricole (CICDA) - CIMADE, Service oecuménique d'entraide - Collège Coopératif - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) - Compagnie d'Etudes Industrielles et d'Aménagement du Territoire (CINAM) - Frères des Hommes - Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement rural dans le Tiers Monde (GRDR) - Institut de Recherche Appliquée des Méthodes de Développement (IRAM) - Institut International de Recherche et de Formation : Education et Développement (IRFED) - Institut Oecuménique pour le Développement des Peuples (INOEP) - Mouvement 1 % Tiers Monde pour un Développement solidaire - OICS Medicus Mundi - Secrétariat de Liaison des Groupes locaux Tiers Monde - Terre des Hommes-France - Union des Comités pour le Développement des Peuples (UCODEP).



La rencontre fut bonne, très ouverte, très franche. Le C.R.I.D. a fait valoir que :

- . s'il est vrai qu'une attention particulière est portée au problème des indiens ;
- . en revanche :

- + d'une part, le milieu naturel n'est réellement protégé que sur une faible partie de l'immense surface de la zone d'influence du "Grand Carajas" ;
- + d'autre part, les populations agricoles, beaucoup plus nombreuses que les indiens, et qui colonisent ces régions depuis quelques dizaines d'années, continuent à être violemment expulsées par les gros propriétaires terriens, nationaux et multinationaux, dont le seul but est la spéculation foncière : on brûle les forêts, on brûle les récoltes et les villages, on assassine ou emprisonne ceux qui s'opposent, on clôture des dizaines et des centaines de milliers d'hectares... et tout ceci avec l'appui du gouvernement brésilien, au mépris des lois brésiliennes qui prévoient la protection de ces petits agriculteurs, les "posseiros".

Les représentants de la Banque Mondiale et de la C.V.R.D. n'ont pas nié la réalité de ces faits très graves, officiellement justifiés par le projet "Grand Carajas". Ils se disent cependant non responsables et se considèrent mal informés. La Banque Mondiale et M.HAHN ont alors souhaité que nous continuions à leur fournir le maximum d'informations.

Cette rencontre est donc positive et doit inciter les O.N.G. Européennes à poursuivre une campagne de pression sur leurs gouvernements et sur la C.E.E., afin que le Gouvernement brésilien soit officiellement interpellé. Il faut continuer à demander :

- . que tout prêt soit suspendu tant que les droits de l'homme, en particulier les droits des petits agriculteurs, ne seront pas respectés ;
- . qu'une mission d'enquête, avec participation des O.N.G., soit envoyée sur place.

Le sujet devra être abordé lors de la prochaine Assemblée Générale des O.N.G. Européennes à Bruxelles, avec pour base le dossier qui sera diffusé d'ici là.

Alain RUELLAN